

Si je me souviens bien des passages où il était question du Canada dans le rapport de cette organisation, ils faisaient valoir l'opportunité de mesures fiscales et monétaires convenables et confirmaient, notamment, ce que j'ai souvent dit et ce qu'ont dit d'autres organisations internationales: la politique fiscale devait l'emporter sur la politique monétaire. En jetant un regard sur l'histoire des quelques dernières années, on peut dire que les gouvernements de presque tous les principaux pays industriels du monde n'ont pas employé à bon escient l'instrument fiscal. Néanmoins, dans la plupart des pays que je connais, il y a eu progrès à cet égard.

Toutefois, l'OCDE s'est demandée si la politique fiscale et monétaire en soi suffit à assurer la stabilité souhaitable en même temps que l'expansion. Autrement dit, la politique fiscale et monétaire est-elle capable d'assurer l'expansion sans inflation?

J'ai posé la question moi-même; souvent, tant à la Chambre qu'à l'extérieur, j'ai traité de la question plus générale que voici: la politique fiscale et monétaire devrait-elle s'accompagner de principes directeurs, de jalons, d'une politique des revenus ou de plafonds des salaires et des prix?

• (4.50 p.m.)

Nous avons posé la question au Conseil économique du Canada qui, comme les députés s'en souviendront, nous a répondu négativement et affirmé que les politiques que j'ai évoquées ne seraient sans doute pas très efficaces. D'autre part, le gouverneur de la Banque du Canada, dans un récent discours à Rome, a bel et bien souligné l'importance de rallier l'opinion publique à l'objectif général: une expansion sans inflation. Je regrette de ne pas avoir ses paroles exactes sous les yeux. Sans recourir à des expédients ou à des mécanismes comme, par exemple, une politique des revenus, des principes directeurs ou des jalons—sûrement pas le plafond des salaires—j'ai toutefois insisté sur l'importance de trouver moyen de rallier l'opinion publique parmi les employeurs, les employés et les consommateurs aux objectifs généraux et communs à tous. L'OCDE, si je puis dire, semble s'être rangée du côté de M. Rasminsky plutôt que du côté du Conseil économique.

M. Olson: J'aimerais que le ministre nous dise si des recommandations du même genre

sont adressées à d'autres pays pour les exhorter à imposer des contrôles supplémentaires. Je crois que les termes sont «prendre des mesures pour enrayer l'augmentation des salaires et des prix.» Le ministre nous a dit que l'organisation se demandait si la politique fiscale et monétaire était suffisante. Quelle autre mesure le Conseil, dans sa sagesse, propose-t-il que les pays comme le Canada prennent? Est-ce une déclaration générale sans précisions quant aux moyens particuliers d'atteindre l'objectif visé? Assurément, si le Conseil économique rejette certaines des propositions et si l'OCDE continue d'exhorter le Canada à prendre certaines mesures, ces propositions doivent avoir une certaine valeur.

L'hon. M. Sharp: Puis-je répondre à la première question? L'OCDE conseille tous les pays qui en font partie. C'est l'un des forums internationaux les plus utiles pour la discussion de problèmes mutuels. Après s'y être rendu il y a un an, mon secrétaire parlementaire a dit avoir été surpris de la franchise des membres qui dialoguaient. Je puis assurer le comité que des conseils sont donnés à tous les membres, librement et franchement. C'est un grand progrès dans le développement des institutions internationales que nous puissions être saisis de tels rapports consécutifs à l'étude de notre situation, réalisée par un groupe indépendant qui nous fait ainsi profiter de ses conseils et opinions.

Si je la comprends bien, la recommandation de l'OCDE n'est pas trop précise. L'organisme ne va pas jusqu'à dire quelles mesures devrait prendre n'importe quel pays pour régler ses propres affaires. Il croit que des observations d'ordre général sont plus utiles, puisque des suggestions précises pourraient être rejetées parce que la situation locale n'est pas assez familière à l'organisme pour qu'il en connaisse le meilleur règlement. Il songe, je crois, à des mesures qui complèteraient la politique fiscale et monétaire, comme celles qui ont été prises aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe afin que l'opinion publique puisse influencer d'une façon facultative sur les salaires et les prix.

M. le président suppléant (M. Richard): A l'ordre. Les députés voudraient-ils reprendre leurs sièges. J'ai suivi le débat et je dois dire que certaines des questions sont courtes, mais, en revanche, les réponses sont plutôt longues.